



Communication & Influence

N°96 - Septembre 2018

Quand la réflexion accompagne l'action

EDITORIAL

Brésil : violence, puissance et influence

40 ans. Cela fait plus de 40 ans que je connais, fréquente, vis avec le Brésil. Avant même de servir mon pays comme officier dans les parachutistes d'infanterie de marine, j'ai pu sillonner ce pays-continent, ayant travaillé dès 1977 plusieurs années pour les services d'expansion commerciaux du Brésil en France. Tâche passionnante qui me permit de créer des amitiés et des réseaux qui se sont enrichis au fil du temps. Aujourd'hui, je réside au Brésil la moitié de l'année, dans le grand sud inconnu des Français. Et depuis plus de 40 ans, je suis consterné de voir la manière dont le pays est traité par les médias français. Pour tout avouer, je ne connais pas le Brésil dont me parlent les journalistes et autres *opinion makers* de la presse *mainstream*, accumulant clichés et analyses déconnectées des réalités. Leurs jugements arrogants et moralisateurs me laissent pantois, oscillant entre rire et colère. De sus, avec la possible arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro, les traitements médiatiques deviennent proprement ubuesques. Rarement, le filtre idéologique se sera révélé aussi fort ! Quel terreau formidable à observer pour qui s'intéresse aux jeux d'influence et autres techniques de *soft power*, manipulation et désinformation !

Aussi, quand la revue de géopolitique *Conflits* a décidé de consacrer son numéro d'octobre au Brésil, l'idée m'est venue de réaliser pour elle trois entretiens avec des personnalités brésiliennes de haut rang, d'horizons différents, mais ayant en commun d'aimer la France. Vous les découvrirez dans les pages qui suivent. Docteur en économie de Princeton, Carlos-Ivan Simonsen est le président de la fondation Gétulio Vargas, une institution-clé dans la vie politique et économique brésilienne. Flavio Werneck Meneguelli est le vice-président de la puissante Fédération nationale des policiers fédéraux, donc bien placé pour parler du problème n°1 du Brésil, à savoir le risque de naufrage de la huitième économie mondiale dans un univers totalement criminalisé. Enfin, José Bustani, diplomate de haut rang longtemps proche de "Lula", qui fut ambassadeur du Brésil en France (2007-2015), se révèle être sans doute le plus gaullien des Brésiliens. Il fut l'homme qui aurait pu empêcher la seconde guerre d'Irak. Son témoignage est édifiant en ce qui concerne les manœuvres d'influence, d'intimidation et de manipulation dans la sphère diplomatique. Il montre aussi les limites du *soft power* quand ce dernier se trouve confronté à la violence pure. La France bénéficie d'un formidable capital de sympathie au Brésil. Encore faudrait-il, pour l'exploiter intelligemment, avoir les bonnes analyses et les bons réseaux... ■

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

FOCUS

Brésil : illusion, désillusion

Les lecteurs de *Communication & Influence* savent que nous collaborons avec la revue trimestrielle de géopolitique *Conflits* depuis sa création. Le tout dernier n° sorti cette semaine est consacré au Brésil, sous l'intitulé *Brésil, illusion, désillusion*. On y trouve une présentation du Brésil comme "pays sans ennemi," signée du professeur Hervé Théry, l'un des plus fins connaisseurs français du géant sud-américain, qui est également l'invité de notre Lettre du mois d'octobre. Le dossier proposé par *Conflits* est solide et bien charpenté. Surtout, il échappe aux clichés qui collent à la peau de ce pays d'une redoutable complexité. Dans le domaine qui est le nôtre, à savoir l'analyse des jeux médiatiques et d'influence, on soulignera tout particulièrement l'analyse menée par le criminologue Xavier Raufer sous le titre *Brésil : un délire médiatique*. De fait, Raufer pointe crûment les opérations médiatiques de désinformation et manipulation à des fins criminelles - en l'espèce financières. C'est pour approfondir cette dimension qu'il nous a demandé de réaliser pour la revue de criminologie *Sécurité globale* un n° spécial consacré à la réalité criminelle du Brésil, à paraître en novembre. On va donc beaucoup parler du Brésil en cette fin d'année... ■

Pour en savoir plus sur la revue *Conflits* : <https://www.revueconflits.com/>

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.



CONFLITS

Géopolitique • Histoire • Relations internationales

n°19



Brésil

Illusion, désillusion

TRIMESTRIEL
OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2018



ET AUSSI : Entretiens avec l'ambassadeur de Hongrie et avec Hervé Théry | Le "grand jeu" du Pacifique | Malaisie les élections du changement | Le rendez-vous américain du midterm | Iran-Arabie, pourquoi tant de haine ? | Être neutre aujourd'hui

France METRO : 9,90 € - BEL/LUX : 10 € - DOM : 10,50 € - ITA/PORT/CONT. : 10,50 € - D : 10,80 € - CAN : 13,99 \$ cad - CH : 15 FS - MAR : 110 mad - NCAL/S : 1350 CFP - POL/S : 1400 CFP

5 ÉDITORIAL

Ne faites pas dire n'importe quoi au football

Par **Pascal Gauchon**

6 ACTUALITÉ

10 ENTRETIEN

Hervé Théry : Brésil. Le pays sans ennemi

Propos recueillis par **Pascal Gauchon**

14 PORTRAIT

Nikol Pachinian. Vers la transition post-soviétique en Arménie ?

Par **Tigrane Yégavian**

17 ENTRETIEN

Ambassadeur de Hongrie en France Georges Karolyi

Propos recueillis par **Frédéric Pons**

19 ENJEUX

Malaisie : les élections du changement ?

Par **Jessy Périé et Thomas Ciboulet**

22 ENJEUX

Un nouveau "grand jeu" dans le Pacifique

Par **Jean-Marc Holz**

26 ENJEUX

Le grand rendez-vous du *Midterm*

Par **Frédéric Pons**

28 ENJEUX

Iran/Arabie saoudite
Pourquoi tant de haine ?

Par **Frédéric Pichon**

30 ENJEUX

La neutralité aujourd'hui : impossible ou indécent ?

Par **Thierry Buron**

34 IDÉES

Brésil, une véritable école géopolitique

Par **Florian Louis**

36 ENJEUX

Birmanie. L'union introuvable

Par **Antoine C. Sfeir**

72 L'HISTOIRE MOT À MOT

"Le Brésil est un pays d'avenir et le restera longtemps"

Par **Pierre Royer**

73 LANGUE DES MÉDIAS

Qui est plus solidaire ?

Par **Ingrid Riocreux**

74 BOULE DE CRISTAL ET MARC DE CAFÉ

Trump ne sera jamais élu

Par **Jean-Baptiste Noé**

75 IDÉE REÇUE

"Le porte-avions est obsolète..."

Par **Pierre Royer**

76 BIBLIOTHÈQUE GÉOPOLITIQUE

La Méditerranée asiatique

Par **Gérard Chaliand**

77 CHRONIQUES

80 GÉOPO-TOURISME

Johannesburg. La désillusion post-apartheid

Par **Thierry Buron**

DOSSIER

Brésil. Illusion, désillusion

41 Et finalement, si Dieu n'était pas Brésilien ?

Par **Yves Gervaise**

44 GRANDE CARTE

Conquête et unification du territoire brésilien

45 Les horizons de la puissance brésilienne

Par **Yves Gervaise**

49 Défendre le territoire et ses ressources

Par **Pierre Royer**

50 ENTRETIEN

José Bustani : Le Brésilien qui aurait pu empêcher la guerre d'Irak

Propos recueillis par **Bruno Racouchot**

52 Brésil vs États-Unis
Vers l'émancipation ?

Par **Franck Favier**

54 La Chine, un partenaire intrusif pour le Brésil ?

Par **Michel Nazet**

56 L'Afrique, terre de déploiement de la puissance brésilienne ?

Par **Catherine Augagneur-Delaye et Alain Michalec**

58 L'intérêt du Brésil pour le monde arabe

Par **Tigrane Yégavian**

60 ENTRETIEN

Carlos-Ivan Simonsen : Le Brésil, un empire tourné vers lui-même

Propos recueillis par **Bruno Racouchot**

62 Pas de puissance brésilienne sans agriculture

Par **Sébastien Abis**

64 Des énergies renouvelables de moins en moins brésiliennes

Par **Gustavo Ribeiro**

65 Diversité, inégalités, insécurité

Par **Julien Damon**

66 Le mythe de la démocratie raciale

Par **Gustavo Ribeiro**

67 ENTRETIEN

Flavio Werneck Meneguelli : La criminalité, problème numéro 1

Propos recueillis par **Bruno Racouchot**

69 Brésil : un délire médiatique

Par **Xavier Raufer**

70 L'Amérique latine vire-t-elle à droite ?

Par **Anne-Sophie Letac**

Rédacteur en chef

Pascal Gauchon

Secrétaire de rédaction

Louise Soulas

Maquette et cartographie

Adam Gwiazda

Publicité

Louise Soulas

Ont collaboré à ce numéro : Sébastien Abis, Desuin, Franck Favier, Pascal Gauchon, Michel Nazet, Jean-Baptiste Noé, Jessy Périé, Frédéric Pichon, Frédéric Pons, Bruno Racouchot, Ingrid Riocreux, Xavier Raufer, Gustavo Ribeiro, Pierre Royer, Antoine C. Sfeir, Tigrane Yégavian, Alain Michalec, Michel Nazet, Jean-Baptiste Noé, Jessy Périé, Frédéric Pichon, Frédéric Pons, Bruno Racouchot, Ingrid Riocreux, Thomas Ciboulet, Julien Damon, Hadrien Letac, Pascal Lorot, Florian Louis, Alain

Conflits est édité par la Société d'Édition et de Presse Antéios (SEPA), SARL au capital de 212 000 €.

Siège social : 55, bd Pereire - 75017 Paris.

Gérant et directeur de la publication : Pascal Gauchon.

RCS Paris n° 802 072 504. Dépôt légal à parution.

Commission paritaire 0619T92339. Distribution MLP.

Impression : Imprimerie Print France Offset
3, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Printed in France/Imprimé en France

COMITÉ SCIENTIFIQUE

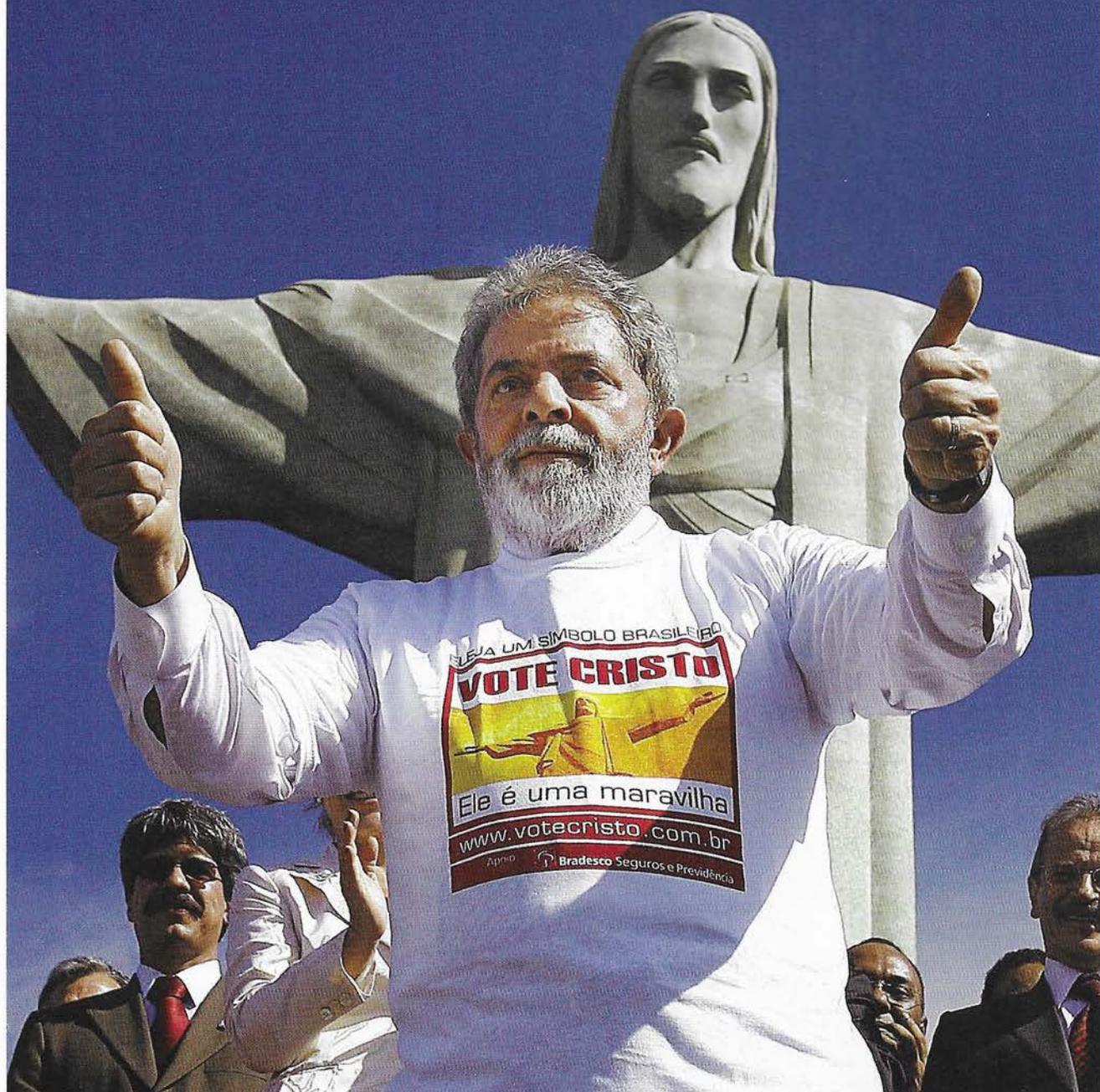
Le comité scientifique contribue à l'élaboration de la revue et veille au respect des principes énoncés dans l'éditorial du numéro 1, *Manifeste pour une géopolitique critique*. Ses membres ne sont pas responsables personnellement des idées ni des faits exposés dans chacun des articles de la revue.

Jean-Paul Bled, Université Paris-Sorbonne • **Michel Fauquier**, Université de Poitiers • **Jean-Pierre Ferrier**, Université Paris II • **Olivier Gohin**, Université Paris II • Recteur **Michel Guillou**, Université Lyon III • **Christian Harbulot**, Directeur de l'École de Guerre économique • **Jean-Marc Huissoud**, Chercheur en géopolitique • **Alain Juillet**, ancien Haut Responsable pour l'Intelligence économique • **Pascal Lorot**, Président de l'Institut Choiseul, directeur de la revue *Géoeconomie* • **Martin Motte**, Université Paris-Sorbonne, École de guerre • **Eric Pomès**, Saint-Cyr Coëtquidan • **Christophe Réveillard**, Université Paris-Sorbonne • **Jean-Pierre Vettovaglia**, ancien ambassadeur, Suisse • **Bernard Wicht**, Université de Lausanne • Recteur **Charles Zorgbibe**, Université Paris I

Crédits photos : S. Abis : 63 - A. Archimbaud : 7b - C. Augagneur-Delaye : 56b - BRICS : 46 - J. Bustani : 50 - Bundesarchiv : 33 - Ch. Chabert : 44 - G. Chaliand : 76 - Thomas Ciboulet 19b - J. Damon : 65 - DR : 15, 20, 23, 26b, 27, 29b, 35b, 40, 48h, 53, 55, 58, 59, 62, 64, 69d, 71, 73h, 74b - F. Favier : Flickr : 11 - Fotolia : 8b - Fox : 7h - P. Gauchon : 5 - Y. Gervaise : 41 - J.-M. Holz : 22 - Georges Karolyi : 17 - SP Kamenei : 29hd - O. Kempf : 8h - A. de Kerros : 48b - D. Lazzeri : 6h - A.-S. Letac : 70 - Library of Congress : 32 - Life : 18, 43h - P. Lorot : 9h - F. Louis : 34 - A. Michalec : 56h - M. Nazet : 54 - J.-B. Noé : 74 - J. Périé : 19h - F. Pichon : 28 - F. Pons : 26b - X. Raufer : 69g - Gustavo Ribeiro : 64 - I. Riocreux : 73b - P. Royer : 49 - A. C. Sfeir : 36 - C. I. Simonsen Leal : 61 - SIPA : 51 - H. Théry : 10 - US Navy : 75 - Vincent Bosson Photography : 13 - F. Werneck Meneguelli : 67 - Wikimedia Commons : 6b, 9b, 12, 16, 29hg, 31h, 31b, 35h, 38, 39h, 39b, 42, 43b, 73, 82 - T. Yégavian : 14

Copyright 2018 Conflits. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Sauf avec notre accord et dans les cas où elle est autorisée expressément par la loi et les conventions internationales, toute reproduction totale ou partielle du présent numéro est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. Sauf accord express, la reproduction des cartes publiées dans Conflits est formellement interdite.

« Dieu est brésilien » aiment à croire les Brésiliens. Hélas, malgré ce que donne à penser cette photographie de Luiz Inacio Lula, leurs dirigeants n'ont pas fait de miracle. Reste la générosité céleste, les richesses du sol et du sous-sol, le dynamisme de la population, la position dominante en Amérique latine. Le Brésil peut rebondir. *Se Deus quiser*. « Si Dieu le veut », comme disent les Brésiliens.



Dossier réalisé en collaboration avec Comes communication et *The Brazilian Report*.

The Brazilian Report explique, analyse et met en perspective l'actualité du Brésil, en ligne, chaque jour pour des entreprises, des ambassades, des *think tanks* et des lec-

teurs, qui souhaitent s'informer en profondeur, au quotidien. Un site, une *newsletter*, des articles écrits par les meilleurs experts brazilian.report

En France, au Canada (Toronto) et au Brésil (Sao Paulo et Porto Alegre), Comes

communication met en œuvre des stratégies d'influence au profit des organisations publiques et privées. Fondée en 1999, elle publie chaque mois *Communication & Influence*.

www.comes-communication.com

Le Brésilien qui aurait pu empêcher la guerre d'Irak

Le plus gaullien des Brésiliens : ainsi pourrait se définir José Bustani, ancien ambassadeur du Brésil en France (2007-2015). Il a été l'homme de confiance de Luiz Inácio Lula pour la réalisation d'un partenariat stratégique que ce dernier voulait nouer avec Paris. Mais José Bustani est surtout connu dans le monde diplomatique comme l'homme qui, en 2002, tenta d'empêcher la seconde guerre d'Irak. Il savait que ce pays n'avait alors plus aucune arme chimique. Les Américains en avaient décidé autrement. Devenu leur bête noire alors qu'il était à la tête de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à La Haye, il en fut évincé en 2002.

Propos recueillis par Bruno Racouchot

CONFLITS : Quelle influence les États-Unis exercent-ils sur le Brésil d'aujourd'hui ? Qu'en est-il de la Chine ?

Traditionnellement, les Américains ont toujours suivi de près ce qui se passait au Brésil. Curieusement, depuis deux décennies, les choses semblent évoluer. Ainsi, les relations entre George W. Bush et Luiz Inácio Lula ont été assez positives. Aujourd'hui, Donald Trump semble ignorer purement et simplement le Brésil, comme d'ailleurs l'ensemble de l'Amérique du Sud. La volonté de tutelle a fait place à l'indifférence. *Quid* alors de la Chine, qui est en train de devenir notre premier partenaire commercial ? Va-t-elle ou non, bouleverser la donne géopolitique pour le Brésil ? Pour l'instant, la Chine commerce avec nous et investit, mais apparemment, ne cherche pas à influencer ni à s'ingérer dans notre politique, intérieure ou extérieure.

CONFLITS : En septembre-octobre 1964, le général De Gaulle réalise une grande tournée en Amérique du Sud, qu'il conclut au Brésil. Il existe alors – et ce depuis près de 150 ans – des liens forts entre le Brésil et la France. Qu'en est-il depuis ?

Soucieux de monter un partenariat stratégique d'importance avec la France, Luiz Inácio Lula a trouvé en Jacques Chirac un interlocuteur à l'écoute. Il m'a ainsi nommé ambassadeur en 2007 à Paris, ce qui m'a donné l'occasion de travailler étroitement et en bonne intelligence avec l'Élysée sous les présidences de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande. Francophile convaincu, je suis persuadé que la France et le Brésil possèdent des atouts complémentaires, à même de générer des synergies fructueuses sur le plan géopolitique. Aviation, satellites, armement, nucléaire, numérique, infrastructures, cyber... les dossiers porteurs abondent où le Brésil et



Ambassadeur du Brésil à Londres (2008), puis à Paris (2008-2015), José Bustani est connu pour s'être opposé à George W. Bush en 2002 comme directeur général de l'OIAC. Après plus de 1200 inspections dans 50 pays et la destruction de deux millions d'armes chimiques, José Bustani est évincé sous la pression des Américains. Leur veto l'empêchera de postuler au Prix Nobel de la paix, mais le journal britannique *The Guardian* verra en lui « l'homme qui a fait le plus pour la paix dans le monde ces cinq dernières années ».

la France ont des intérêts communs évidents. Malheureusement, Dilma Rousseff n'a pas embrayé sur la lancée de Luiz Inácio Lula, se montrant au contraire très réticente à la perspective d'une coopération étroite avec la France.

Pour ce qui est de la référence au général De Gaulle, permettez-moi une anecdote personnelle : alors jeune étudiant préparant l'Institut Rio Branco (N.D.L.R. : école de formation des diplomates brésiliens), je me souviens très bien de sa visite au Brésil en 1964. Je me considère d'ailleurs à bien des égards comme un gaulliste brésilien. Dès cette époque, je voulais pour mon pays cette vision gaullienne des relations internationales à laquelle je suis resté fidèle. En effet,

bien qu'ayant moins de ressources que le Brésil, la France a su alors trouver sa voie géopolitique, notamment en matière de Défense. Elle a alors créé une dynamique dont nous devons nous inspirer encore aujourd'hui. De plus, il est un paramètre à ne pas oublier : le Brésil est certes un pays de colonisation portugaise, mais sa culture – et donc sa formation – a largement été inspirée par la France.

Le Français bénéficie donc d'une aura positive au Brésil, c'est là un atout à ne pas négliger. Il n'y a jamais eu de différend majeur entre nos deux pays. Et nos intérêts sont complémentaires. Par sa taille notamment, le Brésil peut être un champ d'expansion adéquat pour une France en quête d'espaces, de synergies et de nouveaux marchés. Nombre de grands projets ne demandent actuellement qu'à être relancés ou amplifiés. Au-delà des intérêts économiques et financiers, nous partageons aussi une identité commune, ou du moins présentant des caractères très proches. Jacques Chirac et Luiz Inácio Lula, qui étaient l'un et l'autre des « bêtes politiques », avaient d'instinct parfaitement senti que cette proximité pouvait engendrer une coopération fructueuse. Habilement, Nicolas Sarkozy sut reprendre le flambeau laissé par Jacques Chirac.

CONFLITS : Les élections qui vont avoir lieu en octobre au Brésil peuvent-elles être l'occasion d'un nouveau départ pour la politique extérieure du Brésil ?

Au-delà de la relance des relations France-Brazil, il me paraît utile d'en revenir aux orientations de politique étrangère qui furent celles de Luiz Inácio Lula lors de son premier mandat. En ce qui concerne l'Amérique du Sud, notre taille comme notre puissance économique nous donnent naturellement un certain *leadership* – qui ne se confond en aucune manière avec une quelconque volonté d'expansion ou d'intervention extérieure – pour enfin réussir à créer un marché commun sud-américain digne de ce nom, à la fois économique et politique. Le Brésil peut et doit être le moteur potentiel d'une telle dynamique qui serait profitable à l'ensemble de l'Amérique du Sud.

Pour ce qui est de l'espoir d'une action politique fondée sur un axe BRICS, il est



En 2003 le secrétaire d'État américain Colin Powell brandit à l'ONU une fiole censée contenir des agents chimiques possédés par l'Irak. Fallait-il le croire ?

encore très ténu et en vérité peu structuré, même si apparaissent des signes encourageants comme l'émergence d'une nouvelle banque commune de développement. Soyons réalistes. Même si les BRICS ont certains intérêts en commun, ceux-ci sont trop disparates pour constituer une colonne vertébrale politique et doper la création d'une dynamique commune. Il nous manque aujourd'hui à la tête du pays un « Lula du premier mandat » pour que le Brésil réalise son *aggiornamento* en matière de politique étrangère.

C'est là une question de volonté politique. Force est de constater qu'aujourd'hui le Brésil est silencieux et absent des grands débats de politique internationale. Or, par sa position de géant quelque peu excentré, il pourrait à mon sens être de nouveau appelé à jouer un rôle actif d'arbitre dans la gestion et la résolution de certaines crises internationales, comme celle du Moyen-Orient par exemple...

CONFLITS : Justement, en 2002, directeur de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques), alors que vous contestiez formellement qu'il ait subsisté des armes de destruction massive sur le sol irakien – vous étiez indubitablement le haut responsable le mieux informé au monde sur cette question – vous avez été évincé brutalement de vos responsabilités par les États-Unis. Quelles leçons en tirez-vous ?

Ayant pris mes fonctions à la tête de l'OIAC en 1997, j'ai su, peu à peu, en respectant scrupuleusement les termes

de la convention, gagner la confiance de nombreux pays qui étaient initialement dubitatifs. Le nombre de pays signataires de la convention est passé sous mon mandat de 87 à 145.

Fin 2000, après l'arrivée au pouvoir à Washington de l'équipe de George W. Bush, les choses se sont envenimées avec les Américains – lesquels entendaient bel et bien piloter en sous-main l'OIAC. Ils ont alors déclenché une campagne contre moi, en usant de tous les moyens (depuis les pressions budgétaires jusqu'aux menaces directes, physiques et familiales), visant à me faire quitter la tête de l'organisation. J'ai tenu bon. Nous avions alors l'opportunité de pouvoir réunir derrière nous de très nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie pour éviter la seconde guerre d'Irak. J'avais leur confiance et fus reconduit par élection dans mes fonctions pour un second mandat. Mais le président du Brésil d'alors, Fernando Henrique Cardoso, a cédé aux pressions américaines. Je fus donc évincé. Les Occidentaux se sont joints aux Américains pour avoir ma tête, sauf la France qui s'est abstenue, sur décision courageuse d'Hubert Védrine. Pour la petite histoire, je suis allé devant le tribunal de l'OIT (Organisation internationale du travail), j'ai gagné sur toute la ligne et ai fait don de ces primes à l'aide aux pays les plus démunis de l'OIAC.

La grande leçon à tirer de cet affrontement, c'est qu'il est très difficile d'avoir une authentique attitude éthique, fondée sur un multilatéralisme sain, honnête et intelligent, lorsque l'on doit évoluer sous la férule cynique d'une hyperpuissance... ▶

Le Brésil, un empire tourné vers lui-même

Président de la Fondation Getulio Vargas, Carlos-Ivan Simonsen fait le point sur l'économie brésilienne et plaide pour un renforcement des liens avec l'Europe. S'il conduit rapidement des réformes énergiques, le Brésil offre des perspectives prometteuses. Y compris dans l'arbitrage des prochains défis géopolitiques et géoéconomiques. Le Brésil, un pays-refuge pour une immigration européenne à venir ?

Propos recueillis par Bruno Racouchot



Docteur en économie de l'université de Princeton, Carlos Ivan Simonsen Leal est le président de la Fondation Getulio Vargas.

CONFLITS: Classée par les grandes institutions (Banque mondiale, FMI...) comme la huitième mondiale, comment définiriez-vous l'économie brésilienne d'aujourd'hui ? Émergente ? Émergée ?...

En vérité, le Brésil est un empire. Il se vit et se pense comme un empire, mais un empire sans visées impérialistes, un empire tourné vers lui-même. Au fond de lui, le Brésilien aime son pays et montre en règle générale peu d'appétence pour les affaires internationales. Le Brésil est-il émergent ? Question récurrente ! Tout dépend des territoires envisagés. Ainsi, Sao Paulo est une ville qui a été bâtie « cash », une métropole incroyablement riche, dont le mode de développement diffère de celui des grandes villes européennes. Le Brésil a son propre modèle de développement, il n'est ni l'Inde, ni la Chine. Mais il est un pays occidental, ou du moins il se pense comme tel.

Maintenant, chacun connaît les maux qui rongent l'économie brésilienne, au premier rang desquels la corruption. Celle-ci n'est pas une maladie consubstantielle au Brésil. Elle correspond à une faillite momentanée dans le processus de développement. Mais la population brésilienne ne l'accepte plus. D'où l'urgence d'engager un processus de filtrage, de nettoyage, de renouvellement.

Cependant le Brésil est dans une dynamique ascendante, qui va perdurer sous réserve d'adopter rapidement un certain nombre de réformes. Et ce dans un contexte démocratique. Toute tentative de recours à une dictature serait inacceptable pour le peuple brésilien. En revanche, l'exécutif qui sortira des prochaines élections devra retrouver légitimité et autorité pour conduire la mutation, de façon à créer un effet-levier

visant à relancer l'économie, préalable à toute amélioration sociale.

CONFLITS: Après une grave crise, l'économie brésilienne semble redémarrer. Les prévisions du FMI sont, sinon enthousiastes, du moins encourageantes. Partagez-vous ce relatif optimisme ?

Né en 1957, il me reste – je l'espère – une bonne trentaine d'années à vivre et je souhaite finir mes jours dans ce pays que j'aime et qui m'a vu naître. Aussi, je suis optimiste. Les observateurs étrangers le sont, eux, d'abord par leur approche statistique et quantitative du Brésil. Ils voient les promesses des courbes économiques et des chiffres. Mais au-delà de ces équations, je suis optimiste car je constate que le niveau d'éducation augmente, tout comme une claire prise de conscience de la citoyenneté. Oui, bien sûr, nous vivons une crise très grave. Mais elle est au final moins douloureuse que la Révolution française ou les deux guerres mondiales !

CONFLITS: L'économiste Ruchir Sharma a parlé d'un « moment magique » pour le Brésil dans la décennie 2000 grâce à la hausse du prix des matières premières et à l'entrée de capitaux, mais il estimait que cette manne n'avait pas été bien utilisée car le taux d'investissement est resté faible. Partagez-vous ce point de vue ? Le Brésil a-t-il sacrifié ses infrastructures matérielles et immatérielles ? Reste-t-il trop dépendant de l'extérieur ?

Nous sommes effectivement confrontés à la nécessité de changer la nature de notre gestion budgétaire, à la faire se rapprocher du modèle allemand par exemple, pour permettre à l'épargne privée de pivoter plus facilement vers l'investissement privé. Ainsi pourra

s'ouvrir une phase constructive d'investissement en matière d'innovation et d'infrastructures.

Gardons aussi à l'esprit un élément-clé : le Brésil a un avantage fantastique si l'on prend en compte ses ressources naturelles. Encore doit-il avoir une stratégie de long terme en adéquation avec cet atout majeur. C'est là qu'entre en ligne de compte la capacité à repenser sur un mode nouveau les relations Europe-Brésil.

L'Amérique latine doit s'ouvrir davantage aux exportations et surtout aux investissements européens, et même inciter les Européens à immigrer chez elle. En matière d'immigration, le Brésil a tout intérêt à ouvrir ses portes aux Européens, quand bien même ces derniers apparaissent réticents à ouvrir les leurs aux Brésiliens. Nous sommes en mesure d'absorber un million d'immigrés européens par an. Entendons-nous : il ne s'agit pas de faire venir uniquement des chercheurs en physique nucléaire, mais aussi et surtout des artisans et des techniciens, des cuisiniers et des tailleurs, bref des gens qui vont contribuer à irriguer notre vaste pays de leur savoir-faire.

CONFLITS : Qu'en est-il aujourd'hui des relations du Brésil avec la Chine et les États-Unis ?

Pour ce qui est des États-Unis, il existe évidemment une influence qui s'exerce depuis longtemps, tant sur le plan économique que politique ou culturel. Les États-Unis fascinent les Brésiliens. Pour ce qui est de la Chine, devenue récemment notre premier partenaire commercial, les relations se limitent pour l'instant à la sphère économique. Les Chinois sont assez éloignés du quotidien brésilien.

En réalité, notre culture est beaucoup plus proche de celle des Européens. L'Europe n'est pas concurrente du Brésil, elle ne présente pas une menace géopolitique. Au contraire, elle constitue un partenaire potentiel de premier plan. D'où des pistes à explorer pour l'avenir. Le Brésil est un pays assez riche en ressources pour être autonome, pétrole inclus. En cas de crise généralisée (voire de conflit) à l'échelle mondiale, le Brésil serait l'un des rares pays susceptibles non seulement d'être autosuffisant, mais encore de ravitailler d'autres populations. Aujourd'hui, nous



Fondée en 1944, présente dans tous les États du Brésil, la FGV (ici son siège à Rio de Janeiro) est l'institution d'enseignement supérieur et de recherche la plus connue du pays. Elle réalise de nombreuses études qui font autorité et a été considérée par la revue *Foreign Policy* comme l'un des cinq premiers *think tanks* mondiaux en matière de sciences politiques.

pouvons nourrir 80 millions de personnes en plus de notre peuple. En prolongeant cette courbe, d'ici à un quart de siècle nous pourrions nourrir 500 millions de personnes par an, ce qui constitue un atout géoéconomique de poids. Parallèlement, notre secteur industriel, en termes de PNB, est déjà supérieur au niveau français, avec une qualité reconnue par les industriels allemands eux-mêmes. En outre, le Brésil a déjà effectué sa transition vers une économie dominée par le tertiaire et les services qui représentent désormais les deux-tiers de notre économie.

Ces différents éléments, intégrés dans une stratégie de long terme, sont à même de susciter des investissements et donc de créer l'effet levier auquel je faisais référence pour notre économie.

CONFLITS : Quels conseils donneriez-vous aux prochains dirigeants du pays, tant sur le plan intérieur qu'en matière géopolitique ?

D'abord approfondir et encourager le processus démocratique. Puis réformer en profondeur notre politique budgétaire, dans le cadre fédéral complexe qui est le

nôtre. L'exercice est délicat mais les trois paramètres sont liés. La priorité est de nettoyer et réorganiser la maison Brésil. Sur le plan géopolitique, il faut observer ce que fait Donald Trump, lequel est dans son rôle en se montrant soucieux de la défense de ses intérêts. La Russie, elle, a un positionnement stratégique clair. Le rapprochement États-Unis-Russie est assez logique. L'Europe, elle, apparaît en revanche désemparée, sans cohésion et sans stratégie. Ce qui me préoccupe en matière de géopolitique, ce sont les mers du sud de la Chine. Qui aura le contrôle des voies maritimes par lesquelles arrive le pétrole que consomment les puissances asiatiques ? Que feront les Américains ? Les perspectives sont inquiétantes...

Force est de constater que dans le grand jeu géopolitique mondial, l'Amérique du Sud est loin de tout. En un sens, c'est une chance car nous serons peut-être préservés des turbulences qui s'annoncent. Cette distance, y compris géographique, peut faire que demain, le Brésil soit à même de jouer un rôle d'arbitre, de modérateur, de conciliateur. Une donnée-clé que les futurs dirigeants brésiliens devront garder à l'esprit. ▶

La criminalité, problème numéro 1

Avec 3 % de la population mondiale, le Brésil concentre à lui seul 14 % des homicides de la planète. L'insécurité – qu'elle soit physique, politique, juridique, économique ou financière – demeure la préoccupation première des Brésiliens. Tour d'horizon sans tabou avec Flavio Werneck Meneguelli, vice-président de la Fédération nationale des policiers fédéraux.

Propos recueillis par Bruno Racouchot



Diplômé en droit, titulaire d'un Master en criminologie (Universidad del Imprensa, Montevideo, Uruguay), policier fédéral ayant une solide expérience en matière de sécurité publique et de lutte contre la criminalité (notamment en matière de corruption), travaillant en lien avec Interpol, Flavio Werneck Meneguelli est le vice-président de la puissante Fédération nationale des policiers fédéraux (<http://fenapef.org.br/>).

CONFLITS: Le Brésil est considéré comme l'un des pays les plus criminogènes au monde. Cela correspond-il à la réalité et comment l'expliquez-vous ?

Ce constat est malheureusement fondé et correspond à la réalité du Brésil d'aujourd'hui. Nous avons des indices de violence astronomiques (voir encadré). En outre, nous devons faire face à une corruption érigée en système. Si l'on s'en rapporte au Contrôle général de l'Union (équivalent de la Cour des comptes), 80 % des mairies qui ont fait récemment l'objet de contrôles fiscaux présentaient des irrégularités graves ou sérieuses, révélatrices de détournements de fonds publics à l'échelle fédérale. Un tiers de ces mairies ont déjà subi des redressements fiscaux.

Parallèlement à cela, si l'on prend en compte l'Indice de développement humain (revenu par tête, années d'études et espérance de vie) établi par le PNUD, le Brésil se classe en 75^e position sur 188 pays, alors qu'il s'impose en même temps comme la 8^e économie mondiale... De tels chiffres s'expliquent en partie par la faillite d'un système efficace de suivi de la criminalité, d'où une prévention inopérante et *in fine* l'impunité dont bénéficie le système criminel brésilien.

CONFLITS: Existe-t-il une véritable mafia ou doit-on parler «seulement» de gangs ?

On recense environ 80 organisations criminelles qui se disputent notamment le trafic de drogue, la contrebande, le braquage de banques et de distributeurs. Trois d'entre elles dominent la scène criminelle, tant par l'importance de leurs réseaux que par leur structuration financière: le PCC, Premier commando de la capitale; la FDN, Famille du nord; le CV, Commando rouge. Ces organisations placent au sein des entités gouvernementales des hommes à eux, pour influencer sur la conduite des affaires publiques et

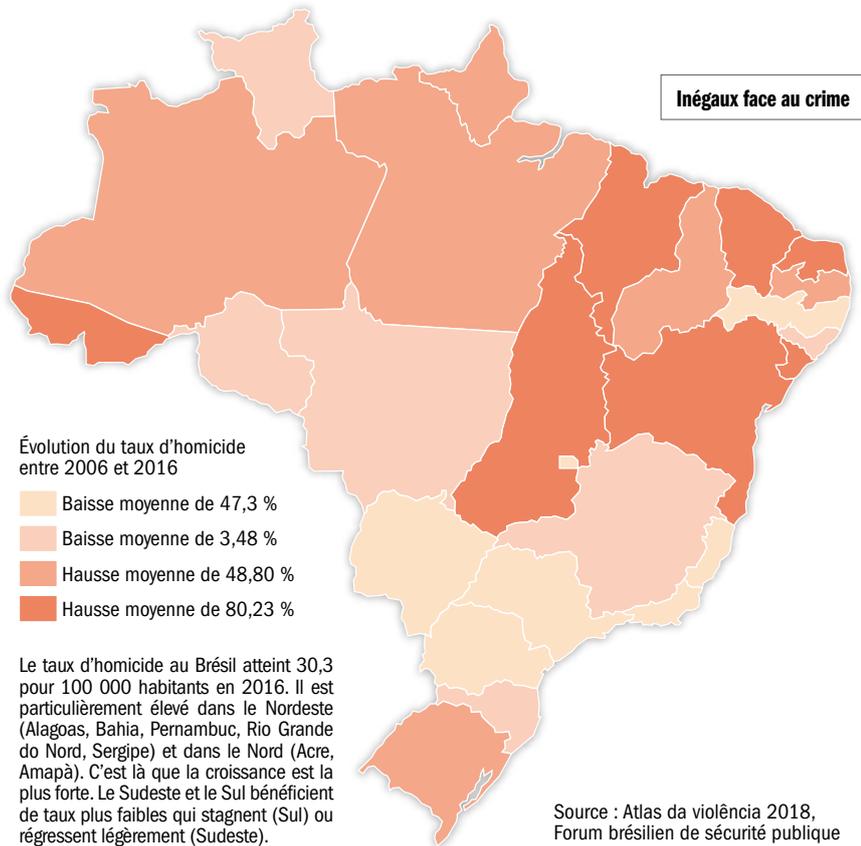
amplifier encore une corruption endémique leur permettant d'accroître toujours plus leur emprise sur la société. Elles agissent, chacune de leur côté, au sein des trois pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire.

L'accroissement des enquêtes de corruption et de criminalité en col blanc au cours de ces vingt dernières années a montré que les grandes entreprises, les fonctionnaires et les politiciens se sont organisés pour détourner de colossales sommes d'argent public. Des opérations telles que *Lava Jato* ne révèlent que la pointe émergée d'un mal qui ronge nos finances et sape la confiance en nos institutions. Au Brésil, la corruption est devenue endémique. Elle ne se cantonne pas à une région. Elle gangrène l'ensemble du tissu social et du spectre politique, et plus généralement toutes les instances de pouvoir.

CONFLITS: Que coûte ce phénomène au Brésil ? Pouvez-vous en donner une idée par quelques chiffres ?

Selon l'ONU et le Ministère public fédéral, la corruption a coûté au pays, en 2017, 200 milliards de reais (environ 50 milliards d'euros). Néanmoins, le préjudice va bien au-delà.

La démocratie brésilienne elle-même se trouve mise en situation d'échec. Selon l'Association des magistrats brésiliens, 73 % de nos concitoyens s'abstiennent de participer à quelque association que ce soit, politique ou sociale. Des données officielles récentes montrent que plus de 38 % des Brésiliens ne se rendront pas aux urnes, ou encore voteront nul ou blanc (N.D.L.R.: au Brésil, le vote est obligatoire), tendance confirmée par de nombreux instituts. Pis encore, le soutien populaire à la démocratie est seulement de 32 %, à peine mieux qu'au Guatemala (30 %) et très en dessous de la moyenne relevée en Amérique latine (54 %).



On le voit, l'absence de perspectives et la culture de la corruption affectent directement la société brésilienne. Une étude de l'université de Brasilia montre ainsi que 50,3 % des Brésiliens engageraient volontiers des parents dans les services publics s'ils étaient en mesure de le faire; et que 28,1 % utiliseraient – s'ils le pouvaient – des cartes professionnelles à des fins personnelles. 22,5 % des fonctionnaires du service public reconnaissent avoir déjà enfreint la loi et 18,1 % avoir reçu une commission ou un pot-de-vin pour satisfaire une demande légitime d'un citoyen. Clairement, ces données ont un effet direct ou indirect sur notre économie!

CONFLITS: Il semble que l'intervention de l'armée dans les favelas de Rio n'ait pas été couronnée de succès. Qu'en est-il exactement?

En matière de sécurité publique, le recours aux forces armées doit être exceptionnel, limité à des situations de crise. L'intervention que vous évoquez a eu lieu dans un *maelström* politique extrêmement compliqué. Elle se déroule d'ailleurs sans aucune modification du système de sécurité publique. Pour prendre une image triviale, nous appliquons un analgésique sans offrir d'antibiotique.

L'actuelle intervention court ainsi à un échec probable, imputable à deux causes majeures: le recours régulier aux forces armées (qui devrait être tout à fait exceptionnel) et surtout l'absence de projet réellement structuré pour engager une mutation du système actuel de sécurité publique. *Quid* aujourd'hui des actions de prévention? *Quid* des investissements en matière d'éducation et d'urbanisme? *Quid* de la simplification des circuits administratifs et judiciaires?...

CONFLITS: Que fait la police contre le crime organisé? Et que pourrait-elle faire de plus?

L'actuel modèle d'enquête de la police ne permet pas de mettre en pleine lumière l'activité de nombre d'organisations criminelles, en premier lieu celles qui s'attaquent directement à l'argent public. Ont ainsi été créées dans les différents états du pays des structures dédiées – comme les Groupes spéciaux de combat contre le crime organisé – qui s'efforcent de cerner au plus près les agissements de ces organisations et de partager les informations visant à les contrer. Ce qui ne se fait pas sans mal! Récemment, le gouvernement a approuvé la mise en œuvre du Système unique de sécurité publique, lequel, à travers une organisation centra-

lisée de renseignement, vise à optimiser la circulation des informations, notamment en matière financière, cœur du système criminel. Le gouvernement commence d'ailleurs à conclure des accords bilatéraux avec les pays frontaliers, permettant l'échange d'informations et de renseignements.

Les défis en matière de lutte contre le crime organisé sont énormes. Et l'équilibre est parfois délicat à tenir entre le respect des droits fondamentaux garantis par la constitution et la nécessité d'un combat impitoyable contre les criminels. Avec une difficulté supplémentaire imputable au fait que le droit pénal brésilien est, au quotidien, lent, procédurier et complexe. D'où parfois, de la part de la population, un profond sentiment d'injustice dû à l'impunité dont bénéficieraient les criminels.

Voilà pourquoi nous devons au plus vite adopter, en matière de sécurité publique, des principes qui donneront rapidement des résultats tangibles: investissements sérieux en matière de prévention, formation renforcée pour tous les acteurs de la sécurité publique, simplification des procédures juridiques définissant clairement les rôles et compétences de la police et du pouvoir judiciaire, limitation sérieuse des recours en matière pénale et enfin application réelle des peines prononcées. ▶

LE CRIME EN CHIFFRES

En 2016, le Brésil a atteint le seuil historique de 62 517 homicides (chiffres du ministère de la Santé), ce qui équivaut à un taux de 30,3 pour 100 000 habitants, soit 30 fois le taux relevé en Europe. Sur les seules dix dernières années, le Brésil a enregistré 553 000 homicides. En 2016 toujours, la police brésilienne a enregistré 49 497 cas de viols, dont la moitié concerne des victimes de moins de 13 ans. (*Atlas da Violência 2018*, Ipea et Fórum Brasileiro de Segurança Pública – FBSP). Les coûts économiques de la criminalité ont augmenté de façon significative entre 1996 et 2015, passant de 113 milliards de reais à 285 milliards de reais (environ 70 milliards d'euros), soit un taux de croissance de 4,5 % par an, volume équivalant à 4,38 % du PIB en 2015. (*Custos econômicos da criminalidade no Brasil*, juin 2018). ▶